

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Dans notre édition datée du 1er juillet

**Rapport politique du comité
central du Parti communiste
marxiste-léniniste de France**

SOMMAIRE

P 3: La crise dans le PCF

(par Camille Granot)

**P 4: Interview du Comité de
coordination des foyers Sonacotra**

A propos de l'invasion vietnamienne au Kampuchéa démocratique (Cambodge)

Par Claude Lebrun

A l'heure actuelle, la tension monte dans le monde, le danger de guerre grandit et le social-impérialisme russe en est le principal foyer. L'offensive russe est globale, elle ne saurait se limiter à l'Afrique. Le coup d'État récent en Afghanistan et très récemment au Yémen, l'attitude des Vietnamiens envers les ressortissants chinois et les bruits qui courent sur une nouvelle agression vietnamienne au Kampuchéa (avec pour le moins le soutien actif de l'URSS) en sont des témoignages, parfois douloureux et difficiles à comprendre.

Lorsque, en janvier 1978, le peuple du Kampuchéa démocratique a repoussé l'agression vietnamienne, le problème n'en était pas réglé pour autant.

La question de fond n'est nullement un simple problème de frontières.

DES RACINES HISTORIQUES

Il y a des racines historiques en ce qui concerne les différends entre le Vietnam et le Kampuchéa. Il s'agit en l'occurrence de l'objectif des Vietnamiens de faire entrer le Kampuchéa dans la « Fédération indochinoise » placée sous la coupe du Vietnam, qui remonte à 1930, c'est-à-dire à la date de la fondation du « Parti communiste indochinois ». Celui-ci s'est dissous par la suite pour voir la naissance d'un parti communiste indépendant dans chaque pays (Kampuchéa, Vietnam, Laos).

Les communistes cambodgiens ont toujours lutté contre la tendance assimilationniste qui a continué à subsister chez les Vietnamiens. Bien entendu, il s'agissait à l'époque de contradictions au « sein du peuple » qui n'ont pas empêché les trois peuples indochinois de se serrer les coudes face à leur ennemi commun : l'impérialisme français, puis américain.

Après la victoire des trois peuples et des trois partis au printemps 1975, contre les agresseurs américains, le Parti commu-

(suite page 8)

Français - immigrés

FAIRE ECHEC AUX MESURES RACISTES DE STOLERU !

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, AFTAM et cité Logirep appelle tous les travailleurs français et immigrés à riposter aux mesures prises contre les résidents en lutte par le gouvernement et Stoléro.

Les 7 et 9 juin, cent résidents soigneusement triés parmi les délégués et les résidents les plus combattifs des foyers en grève sont assignés devant quatorze tribunaux d'instance à payer des sommes allant de 2 000 à 10 000 F sous peine d'être exclus des foyers Sonacotra avec séquestration brutale et saisie de leurs objets personnels.

C'est l'application directe des conclusions de la réunion du 23 mai 1978 entre Stoléro et les responsables des sociétés et associations gestionnaires des foyers.

Ce qu'ils veulent, c'est frapper les résidents supposés être les « meneurs » d'un mouvement, aujourd'hui suivi par plus de 40 000 travailleurs des foyers



Sonacotra, ADEF, AFRP, etc. Il s'agit de tenter de les mettre « au ban des foyers » et ainsi de pouvoir utiliser toute action de riposte de leur part comme « trouble à l'ordre public » et d'opérer enfin les expulsions de France, expulsions projetées depuis longtemps...

Contre ces mesures, nous appelons tous les travailleurs français et immigrés à manifester ensemble pour faire reculer Stoléro une nouvelle fois.

- Halte à la répression !
- Travailleurs Français-immigrés, une seule classe ouvrière !
- Vive le Comité de coordination des foyers Sonacotra, ADEF, AFTAM, AFRP, cité Logirep avec le soutien des Comités de soutien des foyers en lutte, de l'OFCLM, du PCI, du PCMLF et du PCRML.

Extraits du communiqué du Comité de coordination des foyers Sonacotra.

TOUS A LA MANIFESTATION SAMEDI 8 JUILLET A 14 H DE BARBES A NATION

Dans les Vosges, pour l'emploi

Lutte renforcée

Les travailleurs du textile des Vosges sont bien décidés à continuer le combat qu'ils mènent pour l'emploi : après l'annonce de la fermeture d'usines Boussac à laquelle est venu s'ajouter hier le dépôt de bilan des sociétés Collot et de Blainville, appartenant également à Boussac, ainsi que d'autres sociétés du groupe (au total 11 500 personnes sont maintenant touchées).

Les grèves et occupations d'usines continuent. Une grève générale est prévue à partir de ce jeudi pour toutes les usines de la vallée du Rabodeau.

Des débrayages ont eu lieu chez Agache Willot (98 licenciements annoncés à Moyennoultier) et les travailleurs sont venus renforcer les nouveaux barrages établis sur les nationales 59 - 424 qui s'ajoutent à ceux élevés sur la nationale 57. Une déviation mise en place par la gendarmerie a également été mise hors service. Le canal de l'Est est toujours bloqué.

On parle de meilleures formes à donner à la lutte pendant l'été : il n'est pas question en effet de l'interrompre, au contraire ! et de nombreux projets sont discutés !

Une centaine de résidents des foyers Sonacotra traduits en justice

Mobilisons-nous !

La mobilisation aux procès est très importante, en particulier pour le premier d'entre eux, qui aura lieu le 4 juillet à Rambouillet. Voici la liste :

- Foyer d'Étancourt : le 4 juillet au tribunal de Rambouillet ;
- Argenteuil (4 foyers) : le 5 juillet à 14 h au tribunal de Sannois ;
- Foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte : le 7 juillet à 14 h au tribunal de Saint-Denis ;
- Foyer d'Ivry : le 7 juillet à 14 h au tribunal d'Ivry ;
- Foyer de Sainte-Geneviève-des-Bois : le 7 juillet à 9 h au tribunal de Longjumeau ;
- Foyers de Chelles et de Noisiel : le 10 juillet au tribunal de Lagny ;
- Foyer de Nanterre : le 11 juillet à 14 h au tribunal de Puteaux ;
- Foyer de Montreuil : le 12 juillet à 10 h au tribunal de Montreuil ;
- Foyer d'Ermont : le 13 juillet à 14 h au tribunal de Montmency.

Savez-vous qui est le premier fournisseur d'armes de l'Amérique latine ? L'URSS

Le nombre de commandes d'armes des pays de l'Amérique latine aux USA a fortement chuté ces dernières années, a déclaré le représentant du département d'État américain. Désormais, les USA sont largement devancés par plusieurs pays dans le domaine de la vente d'armes et notamment par l'Union soviétique et Cuba.

En effet, c'est l'URSS et les pays de l'est qui remportent la palme du premier fournisseur d'armes aux dictatures sud-américaines ! Pour l'année budgétaire de 1977, ils ont livré pour 400 millions de dollars d'armements, alors que dans le même temps, les USA ont vendu pour 156 millions d'armements. Les autres pays du monde ont, quant à eux, fourni 350 millions de dollars.

• URSS

Deux journalistes américains en procès

Deux journalistes américains vont prochainement passer en procès à Moscou pour calomnies contre la télévision d'État. Les deux journalistes s'étaient, en effet, risqués à écrire dans leurs articles qu'une confession télévisée d'un dissident géorgien, condamné récemment à trois ans de prison, était truquée.

C'est la première fois que la « justice » sovié-

que mène une telle action et pourtant ce n'est pas la première fois que les déclarations qui passent à la télévision soviétique sont remises en cause.

En fait, ce procès est le reflet des relations soviéto-américaines de ces derniers temps, relations qui, malgré les déclarations de part et d'autre, ne font que s'aggraver.

• Sud-Yemen

Les Cubains au secours des putschistes

On apprend que 500 soldats cubains sont arrivés à Aden ces 48 heures, venant d'Éthiopie afin d'aider les forces pro-soviétiques qui viennent de réussir un coup d'État à affermir leur pouvoir. A ces 500 Cubains, il faut d'ailleurs ajouter les 6 000 experts et militaires soviétiques et est-allemands qui stationnaient déjà dans des bases dans le pays.

La nécessité de cet apport militaire extérieur en dit long sur le réel soutien populaire du nouveau régime.

Il en dit long également sur les réelles possibilités d'un désengagement de l'armée cubaine du continent africain que semblait souhaiter Castro face à l'opposition croissante à Cuba même contre ses expéditions néo-coloniales.

Une édition en langue française de « Zimbabwe News » l'organe officiel de la ZANU est désormais disponible.

Parmi les articles figurant au sommaire, on peut noter une analyse de la situation actuelle de la lutte de libération nationale au Zimbabwe (Rhodésie), deux articles sur la lutte et l'émancipation des femmes au Zimbabwe et des reportages sur la lutte armée qui se mène dans le pays.

On peut se procurer cette revue directement ou en la commandant (10 F l'unité) auprès des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris, 20e.

Une revue du Zimbabwe en français



A propos des rivalités armées entre Kurdes

La question nationale kurde

De violents combats ont eu lieu, depuis début juin, dans les régions où vit le peuple kurde — en Irak et en Turquie principalement. La situation est assez confuse. Il semble toutefois que ces troubles soient dûs d'une part à la rivalité de groupes kurdes, d'autre part à l'opposition entre eux et les forces armées irakiennes. Un retour en arrière sur l'histoire du peuple kurde permet d'éclairer la situation actuelle.



Les régions où vit actuellement le peuple kurde sont réparties sur quatre États : la Turquie, l'Irak, l'Iran et l'URSS (République d'Azerbaïdjan). Cette division est un legs de l'histoire.

La première division remonte à 1638 : au terme d'une guerre entre l'Empire féodal ottoman, dirigée par les Turcs, et la Perse, le traité de Kasr-i-Sirin fixe la frontière entre les deux États : le Kurdistan se trouve déjà divisé en deux.

Une seconde division a lieu au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans le cadre de la désagrégation de l'Empire ottoman.

Les impérialistes anglais et français s'immiscent dans la région et créent artificiellement toute une série d'États sous leur contrôle, notamment l'Irak, la Syrie et le Liban — à côté de la Turquie, qui conquiert son indépendance en 1923. La frontière irako-turque passe au milieu du Kurdistan.

UNE LUTTE DÉVOYÉE

Soumis à une répression sanglante dans les pays où il vit, le peuple kurde se révolte et prend les armes.

Mais très vite, la lutte du peuple kurde est dévoyée par les puissances impérialis-

tes qui y voient un instrument de défense de leurs intérêts dans la région.

Sous l'effet de cette rivalité, le mouvement kurde se divise. On distingue actuellement deux fractions — celle de Barzani, de tendance plutôt pro-américaine, et celle de Talabani, de tendance plutôt pro-soviétique. L'une ou l'autre des deux fractions est utilisée par l'impérialisme pour déstabiliser les régimes existants.

En 1974, le mouvement de Barzani a subi une défaite sévère en Irak : en moins de 48 heures, plusieurs milliers de peshmagas (partisans) ont été éliminés. Cela montre bien que ce mouvement ne dispose pas d'un réel soutien populaire : il a suffi que l'impérialisme US coupe son aide à Barzani pour que les troupes de ce dernier puissent être écrasées par l'Irak.

DÉSTABILISER LE RÉGIME IRAKIEN

Il semble bien que les troubles récents aient été provoqués par la fraction de Talabani (pro-russe) et soient à mettre en relation avec les mesures prises récemment par le régime irakien contre les représentants du PC irakien (pro-soviétique). Ces troubles auraient pour but de déstabiliser le régime irakien. Dans un second temps, les troupes de Talabani ont été refoulées en Turquie où elles se sont battues contre les troupes ri-

vales de Barzani. Sans doute était-ce aussi le but de Talabani de contribuer à la déstabilisation de la Turquie. Il est clair que l'intérêt du peuple kurde n'est pas de se taper dessus. Son ennemi principal, c'est le même que celui de tout le tiers monde : ce sont les deux superpuissances.

LA POSITION DU TIKP

C'est ce qu'a exprimé clairement le Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP) lors de son premier congrès en septembre dernier (précisons que 40 % des membres du TIKP sont d'origine kurde) : « La question nationale kurde est un legs du féodalisme ottoman et une survivance du Moyen Âge. La base sociale de la question nationale kurde est le régime semi-féodal et la domination de l'impérialisme dans notre pays.

» La question nationale kurde ne peut donc être résolue qu'en balayant l'impérialisme et le féodalisme, que par la révolution. (...)

» Par conséquent, le TIKP considère que la question nationale kurde est une partie de notre révolution nationale-démocratique dont les ennemis principaux sont les deux superpuissances, dont l'essence est la révolution agraire et dont la tâche principale actuelle est la lutte pour l'indépendance nationale et la préparation contre la guerre ». (Résolution du 1er Congrès du TIKP sur la question nationale kurde).

• Israël

Manifestations pour la paix

Une manifestation de plus de 3 000 personnes du mouvement israélien « La Paix maintenant » s'est déroulée mardi à Jérusalem. Ce mouvement s'est créé à la suite de l'initiative de Sadate pour appuyer cette politique. Lors de l'agression israélienne, le mouvement a organisé des manifestations à diverses reprises pour condamner l'invasion du Sud-Liban, organisée par le gouvernement sioniste.

Mardi, les manifestants ont voulu prouver que la politique expansionniste de Begin et compagnie rencontre de plus en plus d'obstacles en Israël même. Ils se sont rendus devant la présidence du Conseil puis à la Knesseth (le Parlement sioniste) en lançant des slogans contre les impéria-

tions en Cisjordanie, la politique d'annexion et les plans du « Grand Israël » de Begin. Parmi les manifestants, se trouvait Abie Nathan, le « pilote de la paix » en grève de la faim depuis près de cinquante jours pour protester contre la politique belliqueuse du gouvernement.

Ce mouvement a pour but de contraindre Begin à négocier en faveur de la paix. Or, ce dernier vient une nouvelle fois de refuser le plan proposé par Sadate avant même toute discussion. L'isolement de Begin ne fait que s'accroître tant au niveau national, avec la constitution de mouvements favorables à la paix immédiate, qu'international avec notamment un refroidissement des relations avec l'impérialisme américain.



La crise dans le PCF

Mauvaise politique ou mauvais fonctionnement du Parti ?

Par Camille Granot

Ça discute ferme dans les rangs du Parti communiste français aujourd'hui. C'est ce que nous disent ses adhé-

rents quand ils nous rencontrent : on s'interroge sur les élections, sur leurs résultats, sur les perspectives à venir ;

parfois on discute passionnément : comme cela n'était pas arrivé depuis longtemps.

d'affaiblir la bourgeoisie en place. Tout cela sans heurt ni grincement de dents !

constitution du Parti communiste français, apostrophe ainsi les réformistes de la future SFIO :

que possible de la classe capitaliste.»

Quoi de plus actuel que ces remarques de Paul Vaillant-Couturier qui lie son adhésion au communisme à la nécessité de la dictature du prolétariat ? Lors du XXIIe congrès, Marchais, quant à lui, abandonne ouvertement cette notion et renforce la stratégie de passage pacifique, électoral au socialisme. C'est une politique qui conduit à l'aventure et à l'impasse, car elle laisse la classe ouvrière désarmée face à ses exploités, car elle la démobilise par des alliances contre nature et des illusions sur l'avenir, car elle brade ses luttes quotidiennes au nom du rassemblement large et majoritaire, car elle la divise au lieu de l'unir dans la lutte de classe. C'est une politique fondamentalement contraire aux intérêts de la classe ouvrière et au peuple de notre pays.

Discutons de tout, sauf de la politique du Parti !

Marchais ne le nie pas : dans le rapport présenté devant le Comité central de juin par Claude Poperen, il est dit :

« La discussion actuelle revêt un caractère exceptionnel.

» Elle vient après des années de travail et d'efforts du Parti pour le succès de sa politique ».

Pourquoi cette discussion est-elle exceptionnelle ? C'est qu'elle vient après des années d'efforts et d'espoirs des militants pour le succès d'une politique... qui a échoué en mars dernier. Voilà la petite précision qu'oublie le rapport... Et pourtant, Claude Poperen avait laissé entendre qu'il était possible d'en discuter, affirmant deux phrases plus haut :

« Nous devons répondre à toutes les interrogations, être réceptifs à celles de leurs critiques qui sont valables, sans les ignorer ou les rejeter en bloc ».

Quelles sont ces « critiques valables » ? Le rapport malheureusement n'en dit mot. Quelles autocritiques le Comité central a-t-il avancées pour expliquer aux militants et aux sympathisants leur immense espoir déçu du 19 mars ? « C'est la faute aux socialistes », voilà tout. Mais pourquoi les avoir remis en selle, pourquoi avoir eu confiance, pourquoi avoir engagé le parti dans cette politique d'alliance électorale ? Le Comité central n'y revient pas, et pour cause, puisqu'il propose toujours la même politique, celle du 22e congrès :

« S'il n'y a aucune raison de remettre celle-ci en cause, il faut bien comprendre qu'à l'étape actuelle, des

questions et des interrogations peuvent exister, qui ne seront levées que par la discussion politique ».

Claude Poperen a beau indiquer que son « parti a perfectionné la circulation des idées et la pratique de la démocratie », il a beau expliquer qu'il faut « conduire un travail patient et opiniâtre de conviction politique », envers « les camarades qui posent des questions sur la politique de leur parti, qui expriment des désaccords, ou bien même qui ont pu donner leur signature au texte, en croyant ainsi à tort — servir les intérêts de la politique du 22e congrès qu'ils déclarent soutenir ».

A quoi cela sert-il, puisqu'il n'y a aucune raison de remettre la politique du Parti communiste français en cause ? Le rapport de Claude Poperen appelle à la discussion, il y est bien obligé ! Mais quelle discussion ! Il dit : discutons de mars 1978 sauf de l'échec rencontré, discutons de tout sauf de la politique du Parti, qu'on ne saurait remettre en cause.

Or, c'est précisément à cause de l'échec de mars, de la faillite de la politique du Programme commun, que ça discute ferme dans les rangs du Parti communiste français. C'est précisément pour réexaminer d'un œil critique la politique de leur parti, que les militants engagent ces discussions, qu'ils soient conscients ou non de l'ampleur de la remise en cause entreprise.

Pourquoi les militants du PCF ont-ils le sentiment de ne pas avoir le droit au chapitre, de discuter sans être entendus, de ne pas adhérer aux directives et

aux revirements de leurs dirigeants ?

C'est que ces directives, cette politique de Marchais et compagnie ne sont pas conformes à la réalité des luttes dans notre pays, qu'elles ne sont pas des instruments susceptibles de mobiliser et d'unir la classe ouvrière dans l'action contre les capitalistes et leur État. Pourquoi les réunions de cellules sont-elles souvent désertées, pourquoi y a-t-il cette division entre ceux qui pérorent la politique et ceux qui collent les affiches, entre ceux qui ont adhéré pour avoir des places et les ont obtenues, et ceux qui se battent directement à l'entreprise ? S'agit-il simplement d'un « mauvais fonctionnement » ? Ou bien d'une perte de confiance dans la justesse de la politique menée, ou bien d'un abandon des objectifs révolutionnaires du Parti ?

A tous ceux qui disent que « le Parti a rencontré des échecs parce qu'il fonctionne mal », nous posons les questions suivantes : un échec politique se réduit-il à un mauvais fonctionnement, ou bien à une mauvaise politique ?

De bonnes réunions de cellules, une meilleure explication du revirement du 22 septembre ou du 13 mars auraient-elles changé la face du monde ? Autrement dit, la ligne du XXIIe congrès a-t-elle été mal appliquée ou bien s'agit-il d'une mauvaise politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple de notre pays ?

C'est à cette question qu'il faut répondre au préalable pour mettre correctement en cause le fonctionnement actuel du Parti communiste français.

Une politique contraire aux intérêts de la classe ouvrière ...

Les militants du Parti communiste français connaissent la ligne du XXIIe congrès de leur parti, qui a sous-tendu la politique mise en échec en mars dernier. Rappelons ici quelques composantes principales de cette stratégie. Le rapport du Comité central prononcé par Georges Marchais propose une « voie démocratique au socialisme ». La voici : « En luttant aujourd'hui pour les transformations démocratiques prévues par le Programme commun nous offrons la meilleure base au rassemblement des larges masses populaires, capable d'assurer le remplacement du pouvoir des monopoles par un pouvoir démocratique nouveau.

» Demain, l'application des réformes démocratiques permettra d'affaiblir les po-

sitions et les moyens de la grande bourgeoisie, tandis que seront renforcées les positions, et donc les moyens de lutte de la classe ouvrière et du peuple. »

Autrement dit, aujourd'hui, un rassemblement électoral autour du Programme commun, car, dit-il plus haut, « il faut être convaincu qu'à chaque étape, majorité politique et majorité arithmétique doivent coïncider ». Il faut « faire des voix » à tout prix en alliance à tout prix avec n'importe qui... C'est l'union avec le Parti socialiste qui a bien compris le parti à tirer de cette politique de Marchais : renflouer ses rangs, acquérir une stature de grand parti de gauche... Et demain ? Demain, on grignotera gentiment les pouvoirs et avantages de la

grande bourgeoisie, on affaiblira ses positions par des réformes, et ceci, gentiment, sans grandes difficultés bien que, dit Marchais, il faut « écarter toute illusion sur la volonté de la bourgeoisie de respecter le suffrage universel »... Et alors ? Ce qui l'inquiète davantage, c'est l'utilisation de la violence révolutionnaire : « C'est une illusion tout aussi dangereuse parce qu'elle ne peut que donner à la réaction intérieure et extérieure les moyens de la violence ; elle ne peut conduire le mouvement révolutionnaire qu'à l'isolement et à la défaite ».

La stratégie du XXIIe congrès est ainsi résumée : large rassemblement électoral, participation au gouvernement bourgeois, politique de réformes susceptibles

Ce n'est pas très sérieux en vérité. Et Marchais qui parle du chemin le plus court pour réaliser le socialisme se moque ouvertement de la classe ouvrière qui sait bien que la tenue d'un piquet de grève ou l'occupation d'une usine provoquent l'intervention des CRS casqués et bottés ; et pourtant, il s'agit de revendications de salaires ou de travail... Et quand il s'agit du pouvoir à la classe ouvrière ?

Voilà longtemps que des communistes authentiques ont rejeté cette stratégie réformiste, électoraliste, de démission et de collaboration avec la bourgeoisie. C'est, par exemple, le communiste Paul Vaillant-Couturier qui, à Tours, en décembre 1920, lors du Congrès de

« Croyez-vous qu'il soit possible que la bourgeoisie ne résiste pas ? Croyez-vous qu'il faille attendre que la bourgeoisie ait commencé le sabotage de la révolution pour recourir contre elle aux moyens de force dont elle-même se sert déjà contre nous, dont elle se servira demain avec plus de violence encore ?... »

« J'estime que c'est avant, et dans l'esprit même de la dictature du prolétariat, il y a cette idée que le prolétariat, en prenant le pouvoir, doit s'assurer contre les risques que la bourgeoisie peut lui faire courir et s'assurer contre elle avec toute la violence nécessaire, afin que ce sabotage que vous prévoyez devienne impossible ou, du moins, soit limité par l'écrasement aussi complet

... conduit à un fonctionnement non prolétarien

Dans son attaque des réformistes de 1920, le communiste Paul Vaillant-Couturier poursuit, et explique pourquoi le parti communiste doit, pour que la classe ouvrière soit victorieuse, être un parti centralisé et fort, le « poing serré » de la classe contre son ennemi : « Vous avez dit tous les dangers, tous les risques que pouvait faire courir une révolution, tous les risques que pouvait faire courir la provocation du gouvernement capitaliste. Mais nous savons tout cela et nous y pensons gravement, croyez-le. C'est parce que nous nous penchons avec angoisse sur ce demain qui prépare peut-être la mort des meilleurs d'entre nous, c'est pour cela que nous voulons maintenant avoir une direction unique dans notre parti. Nous voulons marcher en rangs serrés et éviter cet opportunisme petit-bourgeois qui, à certaines heures, quand la classe ouvrière se lance dans la bataille avec la force d'un élément, transforme les chefs, au moment décisif, en Ponce-Pilate. »

Ainsi, une ligne fondamentale révolutionnaire nécessite et détermine une organisation prolétarienne, où les militants marchent consciemment en rangs serrés, d'un même pas, vers un même objectif. Il faut, pour faire la révolution, un parti centralisé et discipliné, dans

lequel la discussion, la démocratie renforcent l'unité et la centralisation.

Dans sa lettre de démission du PCF, le secrétaire d'une cellule de Renault-Cléon montre bien qu'à l'inverse, une politique contraire à la classe ouvrière conduit à un fonctionnement non-prolétarien. Il y décrit l'opposition des responsables de son parti à la grève, puis à l'occupation de l'entreprise, leur appel éhonté à la reprise du travail, le refus de coordonner les usines Renault en lutte, etc., et il s'interroge du même coup sur le fonctionnement de son ancien parti : « Pourquoi les cellules du parti ne se sont pas réunies au cours de la grève ? C'est pourtant tout à fait nécessaire pour que le parti joue le rôle d'avant-garde qu'il doit représenter. Dans ces conditions, il est légitime de se demander qui définit la politique du parti puisque les cellules ne se sont pas réunies ? ».

Quand on a abandonné le point de vue de classe, le point de vue de la classe ouvrière, il n'est plus question de la mobiliser, de s'appuyer sur ses meilleurs représentants. On s'efforce de lui imposer autoritairement une autre politique, au autre point de vue : pas de réunions de cellules, pas de consultation, ni d'explications approfondies de la li-

gne du parti. Derrière ce mauvais fonctionnement caractérisé du Parti communiste français, il y a une mauvaise politique, contraire aux intérêts de classe du prolétariat.

Quand des camarades de combat, militants ou même sympathisants du PCF s'étonnent ou s'indignent du mauvais fonctionnement de leur parti ; quand ils se révoltent contre les réunions de cellules ratées où on ne discute pas politique, contre les critiques et les suggestions dont personne ne tient compte, contre les revirements de la politique de leur parti jamais expliqués, contre les « petits chefs » embourgeoisés prétendant parler au nom des ouvriers qu'ils méprisent, ils ont tout à fait raison ! Mais cela ne suffit pas. Car si le PCF — comme ces camarades en prennent conscience — ne fonctionne plus comme un parti à la fois centralisé et démocratique, s'il fonctionne comme un parti bourgeois où les militants peuvent discuter de tout et de rien, alors que les chefs n'en font qu'à leur tête, c'est que sa politique est devenue celle d'un parti qui sert les intérêts de la bourgeoisie. Voilà ce qu'il faut rechercher derrière l'échec de mars dernier et derrière les remous qu'il a engendrés contre son organisation et son fonctionnement.

UNE NOUVELLE BROCHURE Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière

Par André Druet



Cette brochure qui vient de paraître constitue l'outil indispensable qu'attendaient bien des lecteurs. Elle expose brièvement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste.



Interview du Comité de coordination des Foyers Sonacotra

Faire échec à Stoléru !

Q : La lutte des foyers Sonacotra, c'est plus de trois années d'expérience accumulée. Peux-tu nous en retracer les étapes ?

Au point de départ de la lutte, c'est la révolte spontanée : les résidents rejettent les augmentations répétées et fantaisistes des tarifs et la restriction des libertés, qui dans certains foyers, prend une forme presque militaire : droit de visite, même dans la journée est soumis au bon vouloir des gérants. Des parents ou des frères qui venaient nous voir ont plus d'une fois été empêchés d'entrer par les gérants.

A Nanterre, le gérant se déplaçait avec son chien. A Argenteuil, le gérant n'hésitait pas à faire irruption la nuit, dans les chambres, pour vérifier s'il n'y avait pas de visite... et si on réclamait quelque chose, on avait droit à des réponses racistes du genre : je ne discute pas avec des gens qui viennent des gourbis.

Q : Comment s'est déclenchée la lutte ?

Un peu partout dans les foyers, au printemps 1975, l'idée que ça ne pouvait plus durer revenait dans toutes les discussions. A Montreuil par exemple, les résidents descendent massivement à la première assemblée générale. Ce qui ressort tout de suite, c'est qu'il n'est pas question de payer l'augmentation, qu'il faut revoir les tarifs, et en finir avec l'absence de liberté qui règne dans le foyer. En même temps, à cette époque-là, il y avait une certaine hésitation : on ne se connaissait presque pas. Certains disaient : « On n'est pas chez nous, on n'y arrivera pas ». Mais assez vite, on a su, par des camarades de travail, qu'à Saint-Denis, la grève était commencée. Ça nous a tous encouragés dans l'idée que c'était possible de lutter. On a donc organisé une nouvelle assemblée générale où les camarades de St-Denis nous proposent une rencontre avec les autres foyers en grève (Saint-Denis, Bagnolet, la Courneuve).

Du côté du PCF, ils nous expliquent qu'ils veulent nous soutenir, qu'ils vont même envoyer un de leurs adhérents habiter au foyer pour nous aider à mener la lutte ! Sa première initiative sera de distribuer aux délégués des vignettes pour la fête de l'Humanité, en les chargeant de les vendre aux résidents. Il propose même des cars pour emmener tout le monde à la fête ! Il y en a plus d'un qui a commencé à se poser des questions. On a refusé de vendre les vignettes ; ce n'était pas le rôle des délégués !

Les choses n'en sont pas restées là. Quinze jours après, on apprenait par la presse qu'un protocole d'accord était signé entre les

résidents du foyer de Montreuil, St-Denis (Allende), La Courneuve, et la Sonacotra, avec la participation d'un représentant de la CGT. On apprenait ainsi que nous avions accepté de reprendre le paiement !

Qui avait signé ? Aucun des délégués n'était au courant. En fait, on a appris que c'est le représentant du PCF qui avait signé !

On a alors décidé en assemblée générale dans quelles conditions les délégués

d'unir et d'étendre la lutte. A l'issue des premières négociations, qui ne donnent rien, deux choses apparaissent clairement : c'est que la Sonacotra a vu l'ampleur du mouvement, et qu'elle prépare en conséquence une nouvelle tactique. Pour nous, on a vu qu'elle n'était pas prête à céder, et que la lutte serait longue.

Le 5 avril 1976, deux délégués de Champigny sont expulsés, et le 16 avril, seize délégués !

représentés au Comité de coordination. La Sonacotra reprend les négociations : « Vous n'êtes plus que 12 foyers... Nous leur répondons : « Nous sommes sûrs que nous redeviendrons 50 ! »

Et c'est bien ce mouvement qui se dessine, dès septembre 1976, avec la relance de l'offensive juridique, la première conférence de presse, la poursuite du travail dans les foyers, le développement des comités de soutien... qui se concrétisera par le succès du meeting

fait à limiter la mobilisation, les ripostes. C'est eux que nous mettons devant leurs responsabilités.

Q : Ce sont ceux-là qui vous taxent d'antisindicalistes ?

Le Comité de coordination n'a pas pour rôle de dire aux résidents qu'ils doivent aller à tel ou tel syndicat, ou qu'ils ne doivent pas y aller. Cela, c'est à chaque résident d'en décider. Et parmi nous, il y a des syndiqués, des délégués. Par contre, nous ne pouvons rester

Q : Aujourd'hui, Stoléru attaque directement le Comité de coordination. Une centaine de délégués sont traduits devant les tribunaux. A quoi correspondent ces nouvelles menaces ?

L'objectif essentiel, aujourd'hui, face aux nouvelles menaces, c'est de créer un rapport de force capable de faire reculer Stoléru. Il nous met en cause directement, sous prétexte que nous remettons en cause sa politique sociale envers les familles. Les familles des cités de transit, entassées par exemples à Saint-Denis depuis des années, n'ont pourtant jamais vu cette prétendue politique sociale, même avant notre grève !

En fait, ce n'est pas, pour Stoléru, essentiellement une question de sous ! Ce qu'il veut surtout, c'est arrêter la lutte. Pour lui, il faut que la situation redevienne très vite normale, d'autant plus que la lutte s'étend aujourd'hui à d'autres foyers, ce n'est plus seulement la Sonacotra.

Il n'est pas question pour eux de laisser se développer cette dynamique de lutte, dans une situation générale où les travailleurs dans les usines, les chantiers, se mobilisent et engagent la riposte. Ils ont peur de cette riposte de tous ceux qui comptent sur leurs luttes pour gagner. C'est dans ce cadre qu'il faut placer les menaces de Stoléru.

Car, pourquoi a-t-il choisi de poursuivre ces cent résidents ? Parce que ce sont les plus combattifs. Ce refus de céder, c'est le même qu'on retrouve face aux revendications dans les usines, à Renault, à Moulinex. Ici, on envoie les flics, là on s'appuie à expulser.

C'est bien de cela qu'ils s'agit. Malgré les dénégations de la Sonacotra, qui prétend « simplement appliquer la loi », nous sommes persuadés que le pouvoir a l'intention de tout faire pour expulser ces camarades. Face à cela, ce n'est que dans la mesure où nous serons capables de mobiliser les résidents des foyers, les travailleurs, et tous les démocrates de France, que nous pourrons faire reculer Stoléru, empêcher les expulsions.

Nous les appelons à se mobiliser devant les tribunaux, pour la série de procès qui commencent. Bien sûr, c'est une période difficile, avec les congés. Mais il faut que le maximum de forces présentes soient mobilisées : les arguments juridiques, aussi fondés soient-ils, n'ont guère de force s'ils ne sont pas appuyés par une mobilisation massive. Nous appelons aussi les travailleurs à descendre massivement dans la rue pour la manifestation du 8 juillet à Paris. Unir nos luttes, dans les foyers et dans les usines, c'est le sens que nous voulons donner à cette manifestation !



Article fait en commun par le Quotidien du peuple et l'Humanité rouge

pouvaient discuter au nom des résidents. Et ce fameux protocole a été rejeté à l'unanimité !

Q : Comment est née la coordination ?

A ce moment-là, existait un début de coordination dans les Hauts-de-Seine, et une troisième dans le Val-d'Oise qui regroupait déjà quatorze foyers. En fait, la coordination de la Seine-Saint-Denis fera faillite, à cause des ingérences, des pressions des dirigeants CGT qui engagent des négociations séparées, foyer par foyer, dans la Seine-Saint-Denis. Mais les foyers Romain Rolland de St-Denis, Bagnolet et Garges refusent ces manœuvres, rejoignent les camarades des Hauts-de-Seine pour mettre sur pied une coordination de l'ensemble des foyers.

C'est alors que la Sonacotra s'appuie à discuter avec l'ensemble des foyers du 92, 93, et 95. Ce qui était bien la preuve que la coordination avançait : en décembre 1975, nous avons une plateforme commune. Cette plateforme, élaborée à partir de toutes les plateformes des foyers, a permis

Q : Ces expulsions n'ont pas eu l'effet escompté par le pouvoir !

En fait, ces expulsions constituent une étape décisive dans la radicalisation de la lutte. Le soir même chez nous, à Montreuil, les délégués qui avaient poussé à ce qu'on sorte de la coordination sont désavoués en assemblée générale.

La manifestation du 24 avril nous a tous impressionnés : nous étions 15 000 dans la rue, contre les expulsions. Cette mobilisation nous a fait prendre conscience de notre force !

En même temps, au niveau de l'organisation, on assiste à un certain recul : des arrêtés d'expulsion pèsent sur plusieurs délégués, qui sont recherchés et doivent se cacher. D'autres, moins visés, doivent prendre leur place dans les activités plus ouvertes.

C'est aussi à cette époque que le PCF, la CGT et l'Amicale des Algériens tentent de mettre à profit ce recul, recommencent leur propagande pour la reprise du paiement « sinon, vous allez être expulsés... ». Toutes ces attaques se traduisent par une baisse importante du nombre de foyers

du 23 octobre. D'autant que la Sonacotra vient d'augmenter une nouvelle fois les loyers !

Ce sont tous ces événements qui ont contribué à constituer la force du Comité de coordination.

Q : Peux-tu nous dire quels sont aujourd'hui les différents aspects du soutien à votre lutte ?

Notre souci, depuis le début, est de tout faire pour que se réalise l'unité Français-immigrés, car c'est une condition importante de la victoire. Mais ce que nous proclamons, sur la base de notre expérience, c'est notre indépendance, notre autonomie par rapport aux organisations. Nous avons appris à faire la différence, au cours de la lutte, entre ceux qui « soutiennent » la lutte dans le but de la récupérer, d'en prendre la direction, d'infléchir son sens, ses buts et ceux qui la soutiennent effectivement.

Pour ce qui est par exemple de la CGT, nous ne mettons pas tout sur le même plan. Mais nous ne perdons pas de vue que certains, par l'influence qu'ils ont sur les travailleurs, arrivent de

muets sur les positions prises par rapport à la lutte par tel ou tel syndicat. Les contradictions qu'il y a entre nous et eux, nous les mettons sur la place publique, pour que les travailleurs puissent trancher. Rien d'étonnant à ce qu'ils essaient de les retourner contre nous, mais nous ne pouvons laisser planer d'ambiguïté là-dessus. Ce sont les pressions à l'intérieur des structures syndicales que nous ne pouvons accepter. Il est vrai que dans la CGT, les sections syndicales qui nous ont apporté leur soutien sont très rares. Dans la CFDT, malgré une position confédérale assez peu différente, fondamentalement, les sections sont beaucoup plus nombreuses à nous soutenir, il y a même quelques unions départementales.

C'est un mouvement positif, et c'est surtout dans ce sens que nous demandons aux travailleurs français de nous épauler. D'autant que dans les usines, plus que sur le quartier, l'unité de lutte, Français-immigrés, est plus avancée. Quand on est en lutte dans une usine, on se retrouve au coude à coude.



● Renault - Flins

A l'usine et au foyer, le même exploiteur à combattre

Article fait en commun par le
Quotidien du peuple et
l'Humanité rouge

Depuis le 19 mai à Renault Flins, c'est près de 600 OS immigrés qui luttent pied à pied pour obtenir le passage à la qualification de P1 et 300 F pour tous. Jamais la direction de l'usine n'a accepté d'accorder une seule de ces revendications. La seule réponse qu'elle ait faite c'est la répression. Par deux fois elle a envoyé les flics contre les grévistes qui occupaient l'atelier des 184 grandes presses de Flins. Mercredi 28 juin, ce sont les nervis de la direction, armés de barres de fer qui ont voulu chasser les grévistes, prenant ainsi la suite peu glorieuse des flics. Mais, pas plus que ces violences, les menaces de licenciements qui pèsent sur 67 ouvriers et 5 délégués syndicaux n'ont entamé la volonté de lutter de ces ouvriers. La lutte est quotidienne pour ces immigrés qui ne quittent l'usine que pour le foyer.

Après une journée de travail au milieu du bruit assourdissant des presses, ils doivent subir de longs transports en cars. Seule la grève avec l'occupation a rompu pour quelques semaines ce cycle épuisant. On pourrait multiplier les exemples :

prenons celui des travailleurs qui habitent Paris.

Chaque jour, deux cars conduisent les résidents du foyer de la Porte des Lilas vers Flins. Il y a 45 minutes de trajet, mais après 8 heures de travail, il leur faut attendre 20 minutes pour que tous soient sortis. Le soir, les autobus sillonnent Paris : en tout, le voyage a duré deux heures. Durant la journée de travail, ils ont donnée toutes leurs forces sur les presses ; après il s'écroulent dans le car où ils s'endorment.

Aussi la lutte farouche qu'ils ont entreprise contre la Régie est de celles qu'ils ne peuvent laisser en chemin. Renault ne peut plus longtemps exploiter ces OS et les rejeter ensuite sans qu'ils se révoltent. Dans la lutte, ils ont forgé une unité que le patron a cherché à briser par la force sans y parvenir. Cette lutte, ils sont nombreux à la poursuivre en dehors de l'usine, dans de nombreux foyers : à Paris, mais aussi dans les villes proches de Flins. Là aussi, ils mènent des luttes contre les augmentations de loyer. A Mantes, au foyer Soundiata, le Comité

des résidents est activement soutenu par la section syndicale CFDT de l'usine Renault ; les militants ouvriers étaient actifs dans les foyers et à l'usine, cette liaison allait de soi.

Le comble, dans la sinistre liste des exactions de la Régie à l'encontre des travailleurs immigrés, est la pratique du prélèvement automatique du loyer sur les salaires. Sous prétexte que la Régie cogère les foyers ALTE, dans celui de Limay, c'est 330,15 F qui sont prélevés sur la feuille de paie que montre un travailleur, pour une des 465 petites chambres du foyer. A quand le jour où la Régie décidera de tenir elle-même les comptes des ouvriers, leur accordant tout juste de l'argent de poche ?

Tout cela est inadmissible, mais ne semble pas émouvoir la justice.

La lutte que mènent les travailleurs dans les foyers est un autre aspect d'un même combat qui se poursuit aujourd'hui aux presses ; c'est le refus des travailleurs de subir plus longtemps l'exploitation capitaliste au travail et hors de l'usine, dans les foyers.



● Jussieu - Paris Grève de la faim des vacataires



Au 26 juin, les enseignants vacataires du supérieur entamaient leur deuxième semaine de grève de la faim.

Ils veulent, par cette action, lutter contre le projet de loi licenciant les vacataires à temps plein, pour la mensualisation sur douze mois (ils sont payés à l'heure depuis 10 ans) et pour une couverture sociale effective.

Ils sont revenus à Jussieu, après que le recteur les ait fait évacuer par 50 vigiles extérieurs à la faculté.

● EDF - Issy les Moulineaux 2 jours de grève : une première victoire

Un service d'EDF, à Issy-les-Moulineaux, est chargé de centraliser l'ensemble des demandes des différents services en imprimés et fournitures diverses (du stylo-bille à la machine à calculer). Ces derniers mois, la direction de ce service a voulu procéder à une « réforme de structures » dont le but fut clairement affirmé : « Assurer le moindre coût », et donc de réduire les effectifs tout en augmentant la charge de travail.

En particulier, au magasin, la direction voulait faire passer de 19 à 14 le nombre de postes de travail. Alors que la décision définitive de la direction était sur le point d'être prise, mercredi 21, les magasiniers se mettaient en grève pour refuser la diminution des effectifs et demander l'amélioration des conditions de travail.

C'est la première grève dans ce service et en particulier dans l'ensemble des services centraux d'EDF-GDF depuis des années. Dès le début, les magasiniers en grève décidaient de bloquer l'entrée du magasin pour empêcher la maîtrise et les cadres d'y entrer. Ils furent soutenus par les syndicats CGT et CFDT et firent tout pour développer leur unité.

Jeudi 22 juin, la direction acceptait de venir négocier sur place, en présence des grévistes. Après trois heures de discussion, les magasiniers obtenaient des garanties explicites des patrons quant aux effectifs et aux conditions de travail, ainsi que le paiement des deux jours de grève.

Ainsi donc, cette grève a permis un premier recul de la direction. C'est la première victoire des travailleurs d'EDF depuis longtemps. Elle montre qu'il est possible d'obtenir satisfaction à condition de lutter et de lutter dans l'unité.

● Lloyd Continental - Toulouse

Reprise du travail, mais... avec le moral, avec des projets !

Après trente-sept jours de grève, et l'intervention des flics, les dix grévistes de la Lloyd ont repris ensemble le travail, le vendredi 16 juin.

Pourquoi ? Dans quelles conditions ? Avec quels projets ? Les grévistes ont répondu à ces questions lors de la soirée-débat organisée, mardi 20 juin, qui a réuni plus de trois cents personnes.

Lloyd Continental, c'est une des plus puissantes assurances mondiales. C'est 1 500 employées réparties dans de multiples agences comprenant une vingtaine de personnes, comme à Toulouse.

Ainsi, c'est à dix sur 1 500 qu'elles ont engagé la lutte et sans trop de possibilités de soutien des autres agences puisque le syndicat y est quasiment absent.

Après avoir analysé cette situation, et vu la tactique de pour-

risement du patron, elles ont décidé de reprendre le travail ensemble, la tête haute et bien décidées également à tout faire pour que la prochaine fois toute la Lloyd entre dans le mouvement puisque le problème du passage sur écran* se pose partout. Déjà, des contacts ont été noués dans d'autres agences en vue d'y implanter le syndicat.

C'est là, sans aucun doute, la voie à suivre. Dans une même

branche, un même trust, il faut lutter ensemble et en même temps.

Les grévistes ont aussi insisté sur une particularité de leur grève. Seulement des femmes. Faire des piquets de grève, jour et nuit, pendant trente-sept jours avec les enfants, le ménage, les maris... Il y en a eu des problèmes, mais ils ont été dépassés, grâce à leur fermeté, leur détermination à se battre malgré les obstacles. Car elle est là la place des femmes, ni reléguées au foyer, ni dans les salons de mode mais actives dans la lutte de classe !

Enfin, au cours de la soirée, une question fut posée : pourquoi n'y a-t-il pas eu une manifestation ou un meeting regroupant toutes les usines en grève au même moment à Toulouse : Lloyd,

les hôpitaux, ITT-Cannon, Parcours. Un élément d'explication fut fourni, lors de l'intervention du secrétaire de l'UD-CFDT : le refus catégorique des responsables de la CGT, présente dans tous les conflits.

Mais tout comme le réflexe de solidarité se développe à Toulouse autour de chaque lutte, les syndiqués et l'ensemble des travailleurs sauront imposer cette unité dans l'action qui fait encore défaut.

Correspondant HR Toulouse

*Le passage sur écran : travail avec des machines à écran a été à l'origine de la grève ; en effet, il entraîne une sérieuse aggravation des conditions de travail (voir HR N° 903).

Nantes : 6 heures pour les femmes

Pour la première fois des femmes travailleuses débattent en public de leurs problèmes

Vendredi, 16 juin s'est tenue aux Dervallières (quartier populaire de Nantes) une soirée-débat sur les problèmes des femmes. Cette soirée fut un succès, 1 000 entrées furent enregistrées et au meeting central, deux tiers de l'assistance était composée de femmes. C'était la première soirée sur ce thème à Nantes.

Deux forums ont beaucoup apporté aux femmes présentes. Celles-ci représentaient des couches sociales différentes, mais elles étaient unies sur un point : le soutien à apporter aux femmes qui travaillent pour des salaires de misère et à celles qui restent au foyer avec tout ce que cela entraîne

comme problèmes psychologiques et financiers.

Le premier forum s'est tenu sur « La femme et le travail ». Les travailleuses de Laving Glaces (entreprise de nettoyage industriel) ont raconté comment elles ont mené une lutte victorieuse contre un licenciement abusif et celles de LMT (matériel téléphonique), pourquoi elles sont en lutte pour des salaires décentes.

ment abusif et celles de LMT (matériel téléphonique), pourquoi elles sont en lutte pour des salaires décentes.

LES FEMMES ET LES PROBLÈMES DE GARDE DES ENFANTS

Le deuxième forum discutait de la garde des enfants. Tout le monde a reconnu l'absence de crèche et la cherté de celles-ci. Mais les femmes présentes ont cherché à élever le débat : « Pour quelles raisons, disaient-elles, n'y a-t-il pas assez de luttes de grande

ampleur pour réclamer des crèches ? ». Les participantes ont insisté sur l'importance de discuter de l'éducation collective pour un enfant. Elles ont discuté des idées reçues comme : « L'enfant n'est bien élevé que par sa mère », idée destinée à pousser la femme à rester au foyer. Pour beaucoup, ce forum a amené un certain nombre de réflexions à poursuivre.

Enfin, le meeting central a rassemblé 500 personnes. Des femmes d'ouvriers assez âgées ont raconté leurs luttes.



La lutte des femmes travailleuses : un mouvement encore dispersé mais qui prend de plus en plus d'ampleur.

SOS FEMMES BATTUES

Des femmes de la banlieue de Nantes, qui vivent en HLM, ont fait un appel à une manifestation devant la mairie pour protester contre la hausse des loyers. Elles ont insisté sur la solidarité entre les femmes françaises et immigrées. Elles écrivent un petit journal « où nous n'avons pas peur de nos fautes d'orthographe ». Elles ont fait un appel pour le développement d'un « SOS-Femmes battues » « parce que cela existe chez nous ». Un groupe de femmes battues réclame la création d'un foyer refuge avec téléphone et formation professionnelle. Elles ont raconté dans l'APL, (journal local), comment un jour elles sont montées à 15 voir un mari qui battait l'une d'entre elles, « il n'a jamais recommencé ». Tout ceci prouve que les problèmes de foyer peuvent être résolus lorsque les femmes prennent conscience de leur dignité et qu'elles s'organisent.

Enfin, une femme de 60 ans, les larmes aux yeux, raconta sa vie. Issue d'un milieu populaire, elle habitait avant la guerre dans les baraquements du Grand Blottereau, près de Nantes. Il y avait un robinet pour 40 foyers. Son père gagnait 200 F par mois. Elle avait 9 frères et sœurs. Un jour,

alors qu'elle avait 8 ans, sa mère l'emmena au bureau de bienfaisance : « Nous avons obtenu 50 F, alors je me suis mise à pleurer et j'ai dit à ma mère, je n'aurai pas dix enfants ». J'ai tenu mon engagement mais j'ai avorté dix fois toute seule. Quand j'avais 40 degrés de fièvre, on m'emmenait à l'hôpital ».

« Il faut, disait-elle, un avortement libre et gratuit ».

Ensuite, le débat porta sur le centre orthogénique de Nantes. Le personnel hospitalier est actuellement en grève pour de meilleures conditions de travail et pour un meilleur accueil des femmes.

IL FAUT S'ORGANISER ET S'UNIR

Ce fut une soirée qui réconforta tout le monde, car c'était la première fois que les femmes travailleuses s'exprimaient sur leurs problèmes. Mais il y a eu des faiblesses, le débat tournait en rond. Il n'y a pas eu de perspectives d'unification des différents groupes de femmes de Nantes, pas d'appel non plus à une organisation par quartier, seule susceptible de répondre aux problèmes des femmes et d'assurer une unité entre les femmes travailleuses et les femmes au foyer.

correspondante HR

Sur Antenne 2 : la parole aux ultra-prosoviétiques

Jeannette Veermesch, qui avait refusé dans un premier temps de s'exprimer sur Antenne 2, a changé d'avis. Curieuse coïncidence, son passage à la télévision survient en même temps que la visite en France d'une délégation de hauts responsables soviétiques venus s'entretenir avec les dirigeants du PCF... au moment où Georges Marchais prend des vacances.

Comment est apparue Jeannette Veermesch ? Elle représente la tendance « dure » du PCF. Son habileté tient au fait qu'elle s'exprime sous couvert de principes marxistes-léninistes. Voyons ce qui se cache là-dessous.

« Elle demeure favorable à la dictature du prolétariat et au maintien du centralisme démocratique inscrits dans les statuts du parti ». Elle a rappelé que « les communistes étaient partisans du collectivisme ». C'est ainsi qu'« elle a déploré que le secrétaire général du PCF ait abandonné la dictature du prolétariat ».

Toujours sur des positions aussi dures, elle voit « la rupture de l'Union de la gauche, la faiblesse du PC qui a accepté les conditions de François Mitterrand lors des négociations de 1972 ».

Quelles sont les motivations de Jeannette Veermesch ? Elle utilise en fait ce langage dur pour justifier le social-impérialisme dont les dirigeants ont été les premiers à les rejeter dès 1956.

Si elle commence à dire qu'elle s'oppose à l'euro-communisme, ce n'est pas pour critiquer la ligne révisionniste des partis communistes européens, mais pour réclamer que les PC s'alignent complètement sur les positions du révisionnisme russe.

Elle rappelle la juste attitude du Parti communiste bolchévique et de son dirigeant, Staline, au moment

de la Seconde Guerre mondiale en signant le pacte germano-soviétique et elle tente de l'assimiler à l'invasion impérialiste soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, qu'elle approuve. « C'était pour faire barrage aux revanchards allemands. Je crois qu'il y avait un

danger de restauration du capitalisme et du militarisme allemands ».

Par ailleurs, elle nie complètement la répression que subissent les dissidents en URSS : « Les dissidents sont internés en URSS simplement parce qu'ils ne respectent pas la loi ».

Ces constantes références aux principes marxistes-léninistes et à l'URSS soviétique de 1945 lui permettent de combattre la tendance social-démocrate d'Elleinstein mais aussi la poli-

tique de distanciation par rapport à Moscou de Georges Marchais et de l'Espagnol Carrillo, champion de l'« eurocommunisme », qu'elle n'a pas manqué de cartonner.

Pas plus que Marchais (ni Elleinstein), Jeannette Veermesch ne défend une politique conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs qui sont dans le PCF. Au contraire, ses positions, plus dures en apparence, tendent en fait à une soumission intégrale à l'impérialisme russe.

A propos du meeting fasciste

Lutte internationale contre le fascisme

La réponse est venue de la mobilisation populaire. Nous avons rendu compte hier du succès de la manifestation antifasciste qui regroupa 20 000 personnes à Paris mardi. Le 22 avril dernier, c'est au niveau européen que s'étaient réunis à Cologne des milliers d'antifascistes.

Le meeting organisé mardi à Paris par trois organisations d'extrême droite, le Parti des forces nouvelles (France), le Mouvement social italien et « Fuerza nueva » (Espagne) a rappelé l'existence en France et en Europe de groupes se réclamant de façon plus ou moins ouverte de l'idéologie fasciste.

Dirigée contre les scandaleuses parades publiques des groupes fascistes et contre leur existence même, le 22 avril dernier, se tenait à Cologne (Allemagne de l'Ouest) une importante manifestation : 30 000 personnes venues de 22 pays, réunies sous le double mot d'ordre de dissolution des associations d'anciens SS et d'interdiction de toute manifestation et de toute propagande nazies.

LE CULTE DES ANCIENS

C'est que, en effet, en dépit des conclusions du tribunal international de Nuremberg et des accords de Postdam signés le 2 août

1945, des associations néo-nazies jouissent d'une bienveillance rare de la part de la police.

Or, les textes de Nuremberg et de Postdam stipulent notamment la nécessité de « supprimer le parti national-socialiste et les organisations qui lui sont affiliées ou subordonnées, dissoudre toutes les institutions nazies, s'assurer qu'elles ne renaissent pas sous une autre forme et prévenir toute activité nazie ou militariste ».

Après que la manifestation de Cologne ait été annoncée, des groupes nazis venus de cinq pays d'Europe et réunis les 4 et 5 mars derniers à Anvers (Belgique) où ils avaient paradé en ville, avaient

entrepris d'empêcher sa tenue.

Un mois durant, ils avaient fait circuler un appel en ce sens. Mal leur en prit. Ils organisèrent une contre-manifestation, qui fut interdite. La manifestation antifasciste de Cologne fut un succès. La contre-manifestation pro-nazie regroupa que quelques dizaines de personnes. Cela illustre bien la totale décrépitude et l'isolement complet de ces débris du passé nauséabond, de ces gens qui défilent en uniforme mussolinien et font le salut hitlérien.

LES FIDELES D'AUJOURD'HUI

Pourtant, le danger qu'ils constituent n'en est pas moins réel. Au même moment, en effet, le journal d'extrême-droite Rivarol du 27 avril 1978, sous le titre « Naissance d'une eurodroite » faisait état d'une rencontre à Rome entre l'Almirante, Gauchon et Pinar, respectivement dirigeants du MSI italien, du PFN français et de « Fuerza nueva » espagnol.

Bien que ne défilant plus sous les

insignes nazis, bien que cherchant à se donner des airs démocratiques et légaux, ces partis et organisations n'en constituent pas moins en quelque sorte la relève du néonazisme en Europe.

Le but de l'eurodroite est de « combattre sans remission le communisme et son fils idéologique, le terrorisme » et plus particulièrement de se préparer aux élections à l'Assemblée européenne de 1979.

Les communistes ont combattu le fascisme de Hitler et de Mussolini durant la Seconde Guerre mondiale. Ils combattent les groupes néo-nazis aujourd'hui et les associations d'anciens SS. Ils combattent de même cette « eurodroite » qui cache bien mal son visage de nostalgique des « beaux jours » de l'extrême-droite. Le succès des manifestations antifascistes internationales comme celle de Cologne en avril, ou nationale comme celle de Paris mardi dernier, prouvent que la haine du fascisme reste ancrée au cœur des peuples du monde.

D'après une enquête de notre correspondant, Jan Dziki.

Un mois de reportage en Chine

Les
continueteurs

Voici terminée la série d'articles à travers laquelle nous avons essayé de répondre à vos questions sur la Chine. De notre voyage, nous avons ramené beaucoup et nous n'avons pu vous livrer que bien peu dans ces pages. Nous avons encore à traiter bien des aspects de l'édification du socialisme dans ce vaste pays et nous n'avons pas toujours répondu de façon suffisamment argumentée à vos interrogations. Nous en avons conscience. Mais cette série d'articles n'est pas une fin.

Nous continuerons à donner une place importante à la Chine, encore plus à la mesure de l'importance que représente ce pays :

- Pour tous ceux qui veulent en finir avec le capitalisme, qui aspirent au socialisme et souhaitent connaître, comprendre et soutenir l'expérience de la révolution, du socialisme là-bas ;

- Pour tous ceux aussi qui veulent combattre la guerre que la rivalité des deux superpuissances, l'agressivité chaque jour plus grande de l'URSS rendent inévitable. La Chine est un très actif bâtisseur du front uni mondial, selon l'orientation définie par Mao Tsé-toung fondée sur la théorie des trois mondes.

De votre côté, continuez à nous envoyer vos critiques, les questions que vous vous posez et auxquelles nous aurions incomplètement répondues, les objections que soulevaient les travailleurs autour de vous. Certains d'entre vous iront peut-être en Chine cet été ou y sont allés récemment. Nous attendons vos contributions.

Mais il faut maintenant conclure. Nous le ferons en vous disant comment nous avons acquis cette double certitude lors de notre voyage :

- La Chine est bien toujours sur la voie tracée par le président Mao, la voie révolutionnaire qui a permis en quelques décades à son immense peuple d'être libre, debout et d'avancer à grands pas dans le développement politique, idéologique, culturel et économique d'un pays jadis opprimé, dépecé et maintenu dans un état arriéré catastrophique pour la grande masse de sa popula-

tion.

- Cette voie s'est frayée un chemin au prix de dures luttes de grande ampleur, telle la Révolution culturelle, et d'autres luttes seront nécessaires à sa victoire.

LES DIX GRANDS
RAPPORTS

En 1957, le président Mao, faisant le bilan critique de l'édification socialiste en URSS et de l'expérience déjà accumulée en Chine, établissait des orientations précises pour résoudre les grands problèmes posés pour édifier le socialisme en Chine (ce texte important a été très largement diffusé depuis l'élimination des Quatre et nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs de l'étudier).

Ces orientations servaient, quelques années plus tard, de base au plan présenté par le Premier ministre Chou En-lai devant la 3e Assemblée nationale populaire. C'est, dès cette époque, qu'était défini l'objectif des quatre modernisations en vue de développer l'économie. Pendant la Révolution culturelle déclenchée en 1966, cette voie pour le développement de l'économie chinoise fut l'un des enjeux de la lutte face à la voie capitaliste préconisée par Liou Chao-chi.

Les mêmes orientations étaient reprises, à nouveau par Chou En-lai, devant la 4e Assemblée nationale populaire. Et il est certain qu'elles constituent le fondement du plan proposé par Houa Kouo-feng lors de la 5e Assemblée nationale avec les modifications imposées par les retards dans l'exé-



Cet ancien officier de l'APL, après la guerre antijaponaise puis la lutte contre le Kuomintang, a dirigé le combat contre le désert (dans le Sinkiang) pour édifier, ici, une ferme d'Etat où vivent maintenant plus de 20 000 personnes.

cution des plans antérieurs. Il s'agit de « rattraper le temps perdu », selon l'expression maintes fois entendue en Chine.

Il est certain de même que ces conceptions n'étaient celles ni de Liou Chao-chi, ni de Lin Piao, ni des Quatre : leur cible fut constamment, et de manière de plus en plus ouverte, le Premier ministre Chou En-lai ; à travers lui, dont chaque pas en Chine confirme la profondeur des liens qu'il avait avec le peuple de son pays, les Quatre visaient les conceptions du président Mao dont Chou En-lai fut un « maître en application ».

LES ACQUIS DE LA
RÉVOLUTION
CULTURELLE

« Compter sur ses propres forces, marcher sur ses deux jambes ; que l'étranger serve le national, le travail des cadres à la production, etc » ; tels furent quelques uns des principes remis en avant avec force durant la Révolution culturelle pour une « voie de développement propre à la Chine », sous l'enseigne générale et toujours reprise de « Faire la révolution et promouvoir la production ».

Contre les méthodes de gestion capitaliste de l'économie, c'était la charte d'Anchan, c'était la collectivisation toujours plus poussée de l'agriculture, c'était la réduction des inégalités : ville-campagne, travail intellectuel-travail manuel ; c'était le principe de la participation des cadres à la production pour combattre le bureaucratisme et tous les aspects de l'idéologie bourgeoise, etc.

Les exemples sont multiples qui montrent que tout cela constitue l'acquis de la Révolution culturelle et, qu'en fait, ce sont les conceptions des Quatre qui visaient à les rejeter. Un simple exemple pour l'illustrer.

Aujourd'hui sont lancés les deux grands mouvements pour prendre exemple sur Taking (pour l'industrie) et sur Tatchai (pour l'agriculture), après la tenue des deux conférences nationales sur ces thèmes.

Quels meilleurs exemples de « la voie propre d'édification pour la Chine », mettant en

avant tous les aspects de l'idéologie prolétarienne, s'appuyant sur les quelques principes cités plus haut ?

Il faut étudier les travaux de ces conférences, voir comment sont définis les critères pour qu'une usine soit de type « Taking » ou un district de type « Tatchai », comment ils allient la politique et l'idéologie prolétarienne au développement le plus rapide de la production.

Les critères concernant la politique des cadres à la production y sont notamment très élevés.

On sait avec quel acharnement les Quatre ont essayé d'entraver le développement de ces deux mouvements et y sont parvenus dans une certaine mesure.

LES CONTINUEURS

Pour continuer la révolution, il s'agit d'élever constamment le niveau politique et idéologique de tout le peuple. Les grandes luttes, les grands mouvements d'éducation comme la Révolution culturelle, comme aujourd'hui la critique des conceptions des Quatre, l'étude du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, le système d'éducation dans son ensemble, la lutte pour l'édification d'une Chine socialiste moderne et puissante, tout cela constitue les moyens.

Mais une question essentielle pour la mise en œuvre de tous ces moyens est la question des cadres. On sait qu'elle fut une question centrale dès le début de la Révolution culturelle.

On sait que les Quatre, dans leur tentative pour prendre le pouvoir, avaient pris pour cible les cadres vétérans, ossature du Parti, communistes expérimentés, obstacle qu'ils n'ont pu d'ailleurs franchir du fait de la fermeté de ces derniers et de leur étroite liaison avec les masses. Chou En-lai en est l'exemple-type.

Dès le début de la Révolution culturelle, il y eut, en effet, à combattre un courant « d'extrême-gauche en apparence » qui frappait tous les cadres considérés comme engagés dans la voie capitaliste, du simple fait de leur rôle dirigeant, com-

me les vétérans l'étaient pour les Quatre du fait qu'ils avaient participé à la révolution démocratique.

Il faut des dizaines d'années pour former des cadres de haut niveau pour diriger un pays comme la Chine. Comment pourrait-on pour cela se passer de l'expérience des cadres vétérans actuels, trempés dans de multiples luttes ? Comment oublier qu'ils ont l'expérience de trente années d'édification socialiste en Chine, mais aussi celle de la lutte armée, et notamment, celle pour la libération du pays contre l'impérialisme ?

A l'heure actuelle, cette expérience est très précieuse non seulement pour le peuple chinois, mais pour tous les peuples du monde.

En France, les vétérans ont été mis sur la touche dans le PCF et ce n'est pas étranger à la dégénérescence révisionniste de ce Parti.

En Chine aujourd'hui, les vétérans communistes ont retrouvé toute leur place et leur tâche essentielle est, sans aucun doute, de former des cadres plus jeunes qui commencent à exercer des responsabilités ou en exercent déjà à divers niveaux.

De ce point de vue, la conception mise en pratique par les Quatre est aussi rejetée. Plus de promotion ultra-rapide comme, par exemple à Shanghai, celle d'un musicien très critiqué par ses camarades de travail, mis à l'abri à Pékin par les soins de sa protectrice Kiang Sing, et revenu quelques mois plus tard comme responsable à la culture pour Shanghai.

Pour autant, la lutte n'est pas terminée : la lutte des classes est toujours le moteur de la société, « l'axe dont il faut se saisir », et d'autres grandes luttes sont inévitables. Nos camarades chinois en ont la certitude.

C'est dans ces luttes que se sont aguerris les cadres d'aujourd'hui, que se trempent et se trempont ceux de demain et que s'éduque tout le peuple, renforçant son unité dans la voie de l'édification socialiste autour du Parti communiste chinois.



Un vétéran

● Manufrance-St-Etienne

Vers des actions plus combattives

Le plan Gadot-Clet, c'est 344 licenciements, trois mois de chômage pour 458 travailleurs, la perte de tous les avantages acquis dans les luttes passées (complément de salaire en cas de maladie, heures de franchise, primes) le blocage des salaires en 1978 et même baisse de 20 % des salaires des ateliers, doublement des cadences c'est la fermeture des magasins, le démantèlement en trois unités pour nous diviser. C'est le 6e PDG en un an qui présente un plan de plus de licenciements et toujours dans le plus grand secret par rapport aux travailleurs.

Des licenciements, il y en a eu déjà plus de 1 000 : départs volontaires, licenciements des travailleurs sous contrat. A ces 1 000, il faut ajouter les licenciements des intérimaires et les départs à la pré-retraite.

POURQUOI CES LICENCIEMENTS ?

Pour les directions syndicales (la CGT est le principal syndicat dont la direction est bien tenue par le PCF), c'est uniquement la faute de Durafour (l'ancien maire) et du gouvernement et de leur complot contre la municipalité de gauche. C'est le sens de la journée d'action du 19 juin : 500 personnes dans six cars sont allées à Matignon manifester et essayer de rencontrer le ministre (coût de l'opération : trois millions !). Le seul but de la CGT : « Prouver que Manufrance est viable au gouvernement et à l'opinion nationale » (tract CGT du 15 juin 1978). Ils mettent toute leur énergie à trouver de l'argent, seule solution pour sauver la boîte, selon eux, et non à organiser les travailleurs.

« NOS CLIENTS »

Ils veulent se montrer de bons actionnaires (1) de la boîte : les directions syndicales en réunion parlent de « nos clients » ; le maire Sanguedolce dit au conseil municipal : « L'importance des commandes permet la relance » (916).

Malgré les promesses de mars 1977 (« Il n'y aura pas un seul licenciement », disait Sanguedolce), les administrateurs de la municipalité ont accepté le plan, tout en

affirmant qu'ils étaient victimes d'un chantage : accepter les licenciements ou alors le dépôt de bilan.

La seule solution qu'ils refusent : la lutte unie contre le plan Gadot-Clet ! Dans le tract du 15 juin, la CGT refuse l'occupation : pour eux, (ils le disent à titre personnel), l'occupation, ce serait faire couler la boîte !

DES ACTIONS PLUS DURES ?

Malgré tout, on peut remarquer une volonté grandissante de lutte des ouvriers de Manufrance : nombreux débrayages, manifestations... Devant la chambre patronale de St-Etienne, des pierres ont été lancées contre les fenêtres par des ouvriers malgré l'opposition des directions syndicales qui les ont retenus à bras le corps ! Certains trouvent qu'une heure de débrayage de temps en temps, ce n'est pas suffisant. L'idée de l'occupation fait son chemin « Des gens nous poussent à des actions fortes et inconsidérées comme l'occupation », dit le tract CGT du 15 juin !

Cette ligne d'opposition au plan n'est pas encore organisée et c'est bien la tâche que se fixent les marxistes-léninistes de St-Etienne. En effet, les seules perspectives capables de mener à la victoire, c'est de ne rien attendre du gouvernement, du préfet, du maire... mais de tous s'unir pour la lutte contre les licenciements et le plan.

(1) La municipalité est le principal actionnaire de Manufrance.

RIPOSTE AU VIOL DE FATIMA

Nous étions près de 200 personnes, hier soir, mercredi 28 juin à Saint-Denis, à l'appel des groupes femmes 93 pour crier notre révolte contre les violés.

La manifestation était composée aux quatre-cinquièmes de femmes, c'est avec des slogans comme :

« A Saint-Denis, ils ont violé Fatima, flics fascistes, racistes, violeurs et assassins », que nous avons montré notre détermination et notre combativité aux agressions contre les femmes.

Dans notre édition de demain, nous vous en avons plus à fond quelle a été l'envergure de cette riposte.

A propos de l'invasion vietnamienne au Kampuchéa démocratique

La gigantesque offensive de Moscou

niste du Vietnam, considérant qu'il s'agissait d'une victoire du « Parti communiste indochinois » (!) a voulu en revenir à la fameuse « Fédération indochinoise », dont ils espèrent avoir la direction étant beaucoup plus nombreux, avec un armement beaucoup plus perfectionné et se croyant beaucoup plus forts que leurs voisins Khmers et Laos.

Les Vietnamiens considèrent que le Kampuchéa constitue un obstacle important pour atteindre leur objectif. Pour parvenir à leurs fins, ils ont dressé un plan d'annexion pur et simple.

Mais il y a un atout majeur depuis plusieurs années qui les pousse dans cette volonté annexionniste, ce sont les ambitions des nouveaux tsars du Kremlin.

L'URSS n'a jamais voulu la victoire du peuple vietnamien contre l'agression américaine, mais se servir de cette lutte et la récupérer à son profit.

Rappelons qu'à aucun moment l'URSS social-impérialiste n'a soutenu la guerre de libération nationale du peuple cambodgien contre l'agression américaine. Au contraire, elle a soutenu jusqu'au bout Lon Nol et la clique de valets de l'impérialisme américain. Il espérait donc que le peuple du Kampuchéa serait écrasé par l'effroyable machine de guerre US et qu'elle pourrait ensuite lui dicter les conditions de son « soutien ».

LES VISÉES DE L'URSS EN ASIE DU SUD-EST

Ce premier rêve ayant échoué, mais ayant renforcé sa présence et son influence au Vietnam, elle cherche à utiliser le Vietnam pour réaliser ses ambitions hégémoniques en Asie du Sud-Est, comme elle utilise Cuba en Afrique.

Depuis longtemps existe, au sein du Parti communiste du Viet-

nam, une lutte d'influences, l'une d'entre elles faisant tout pour le rapprochement avec l'URSS et en fin de compte sa soumission. Les derniers événements feraient plutôt pencher la balance dans ce sens, puisque le Vietnam serait maintenant membre du COMECON (marché commun des pays de l'Est, dominé par Moscou).

De même quand on connaît les visées belliqueuses du social-impérialisme russe envers la Chine - qui se sont d'ailleurs manifestées par deux agressions en 1969 et 1977 aux frontières de l'Oussouri - il ne faut pas chercher bien loin pour deviner qui pousse le Vietnam à persécuter les ressortissants chinois au Vietnam. C'est bien entendu l'URSS qui a le plus intérêt à attiser le feu dans cette région.

TÉMOIGNAGES DE PRISONNIERS VIETNAMIENS

Les soldats ou officiers vietnamiens faits prisonniers lors de l'agression de janvier 1978 ont permis d'approfondir un certain nombre de données sur les objectifs avoués des dirigeants vietnamiens.

Pour réussir dans leur plan d'invasion et d'agression et atteindre leur fameux objectif de « Fédération indochinoise », les dirigeants vietnamiens ont envoyé leurs agents secrets au Kampuchéa y mener des activités d'espionnage et organiser des mouvements politiques contre le pouvoir d'État du Kampuchéa démocratique dans le but de le renverser. Pour cela ils vont jusqu'à utiliser les soldats de l'ancienne armée de fantoches des impérialistes américains.

Toutes les activités des Vietnamiens pour avaler le Kampuchéa procèdent d'un plan prémédité, systématique et mis à exé-

cution successivement depuis avril 1977.

Selon des témoignages de Vietnamiens qui ont été arrêtés : au cours de leurs multiples infiltrations, ils s'approprient du riz, du bétail, des volailles, et autres produits pour les envoyer au Vietnam où sévit actuellement la famine.

Tous les témoignages concordent pour dire que dans l'armée vietnamienne les Soviétiques sont nombreux, notamment dans les unités des forces aériennes, de la marine, des blindés et de l'artillerie lourde, que dans chaque régiment il y a environ 20 Soviétiques qui assument directement le commandement (il y aurait environ 4 ou 5 cadres Soviétiques pour une vingtaine de cadres nord-vietnamiens). De plus, dans les grandes provinces, il y a 3 à 5 Soviétiques qui participent à l'administration vietnamienne.

En janvier 1978, le général Giap a exhorté les cadres et les combattants vietnamiens en ces termes : « - Le Kampuchéa est l'ennemi du Vietnam.

- Le Kampuchéa n'est pas un pays communiste.

- Le Kampuchéa est un pays impérialiste.

Aujourd'hui, selon des informations diffusées sur les ondes françaises, il est de nouveau question d'une agression vietnamienne : 50 à 60 000 soldats auraient profondément pénétré à l'intérieur du territoire du Kampuchéa démocratique. Qu'ils s'agisse d'une campagne d'intoxication ou que ce soit pour tester les diverses réactions, il n'en est pas moins vrai que les dirigeants vietnamiens font à l'heure actuelle le jeu du social-impérialisme russe. Celui-ci est à l'offensive et cherche à étendre sa domination partout dans le monde et s'affirme comme étant l'ennemi le plus dangereux des peuples.

Portsall, marée noire et grève de l'arsenal : deux sujets qui dérangent la télévision bourgeoise

A l'occasion de la réalisation des dossiers de l'écran en direct de Portsall en Bretagne, environ 600 personnes, travailleurs de l'arsenal et membres des comités antimarée noire, au coude à coude, ont manifesté sur le port de Portsall contre l'intoxication que diffuse la télé. « Respectez vos décrets » (fixant la progression des salaires de la Défense nationale), « Giscard-Barre, y'en a marre », « Bourges, négociez », « Nous n'irons pas en congé ». Tels étaient les slogans abondamment repris face aux barrières métalliques qui protégeaient le chapiteau gardé par des gendarmes des brigades de la région.

L'arrivée de deux cars de gardes mobiles (trois autres étaient tenus en réserve au stade de Portsall) allaient vivement tendre l'atmosphère.

Alors que beaucoup voulaient manifester sur le pla-

teau même de l'émission, les dirigeants syndicaux obtenaient qu'un communiqué soit lu à l'antenne.

Ils appelaient en suite à la dispersion, après que certains d'entre eux, aient cru bon d'aider les flics, à maintenir les barrières en place, sous les huées des manifestants les plus combattifs. Quelques bousculades s'ensuivirent avec les flics qui refoulaient systématiquement les photographes non officiels tandis que les gardes mobiles sortaient de leurs cars en tenue de combat et chargeaient ostensiblement leur fusil lance-grenades ; le face à face s'est poursuivi pendant près de trois quarts d'heure, les manifestants criant des slogans que l'on entendait en toile de fond des dissertations polies du débat officiel.

La manifestation devait se disperser, estimant son objectif atteint.

Mercredi matin, une nouvelle manifestation a réuni 3 500 travailleurs de l'arsenal. Malgré les réticences des directions syndicales, les manifestants ont pris place sur le parking situé juste devant l'entrée du château (préfecture maritime). Le préfet maritime a refusé de recevoir toute délégation des grévistes tant que des manifestations auraient lieu. Les manifestants se sont alors dirigés vers la sous-préfecture qu'ils ont totalement encerclée pendant près de deux heures.

L'appel à la dispersion lancé par les dirigeants syndicaux a été vivement criti-

qué par de nombreux manifestants. Ces derniers accusent les dirigeants syndicaux et surtout les permanents de vouloir briser la grève en organisant des « manifestations enterrements » et en refusant toute action dure. Cette tactique de démobilisation semble avoir porté quelques fruits. Ainsi, des jeunes du chantier « Air » (réparation) déclaraient que les camarades de leur atelier présents à la manifestation étaient deux fois moins nombreux que la veille. Mais les grévistes n'ont pas dit leur dernier mot et on s'attend ici à des actions spectaculaires.

Correspondant HR

Lundi, les organisations syndicales ont mis en place un comité de solidarité. On peut y faire parvenir motions et fonds de soutien.

Comité intersyndical arsenal-

UL-CFDT, rue de l'Harteloire

29 266 BREST Cédex

No compte, 29 736 009 663 32 040

CMB BREST recouvrance.